

<b>Actualité de l'Agence France Trésor</b> page 1	<b>Actualité économique</b> page 2	<b>Données générales sur la dette</b> page 3	<b>Marché secondaire</b> page 5	<b>Dettes négociables de l'État</b> page 6	<b>Économie française et comparaisons internationales</b> page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

## Actualité de l'Agence France Trésor

### Économie des primes et des décotes en 2015

La baisse des taux d'intérêt dont ont bénéficié les émetteurs souverains de la zone euro en 2014 et 2015 s'est traduite par la génération d'importantes « primes » sur les émissions de titres de dette, pour la France comme pour plusieurs autres pays européens.

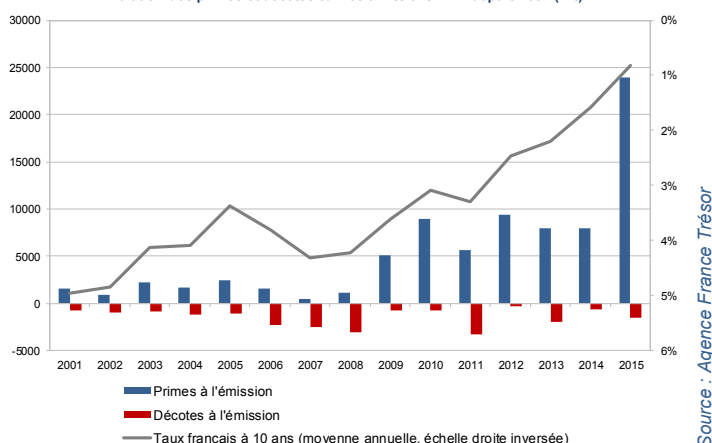
Les primes surviennent lorsque le coupon servi est supérieur au taux de marché à l'émission. Dans ce cas, les souscripteurs paient à l'émission un prix d'achat supérieur à la somme qui sera remboursée à échéance, dite valeur faciale ou « pair ». Dans le cas contraire on parle de « décote », situation dans laquelle l'État reçoit moins que la valeur faciale. La prime ou la décote correspondent à la différence entre le pair et la somme des paiements futurs d'intérêts et de capital actualisée au taux de marché à l'émission.

L'enregistrement de primes et de décotes concerne la réémission des titres créés antérieurement, appelés titres « *off-the-run* » mais aussi, de manière plus inattendue les émissions de nouveaux titres. Concernant la réémission de titres *off-the-run*, l'écart provient du fait que le taux de marché au moment de la réémission correspond rarement au taux de coupon de cette souche, qui a été fixé lors de la création du titre pour toute sa durée de vie. Or, d'une part les taux d'intérêt varient, d'autre part la durée d'emprunt à la réémission est inférieure à la durée initiale du titre (les taux d'intérêt sont en général différents selon les maturités). Dans le cas des nouveaux titres, l'écart entre le taux de marché et le taux de coupon provient du fait que le taux de coupon, qui est toujours positif ou nul, est arrondi au quart de pourcent (tous les 0,25%) et que l'émission de nouveaux titres sur le segment de courbe où les taux d'intérêt s'affichent en négatif entraîne nécessairement l'encaissement de primes.

En 2015, l'État a enregistré nettement plus de primes que de décotes (voir graphique), moins en raison d'une augmentation significative de la quantité de titres *off the run* (cette proportion, qui s'élève à 33% en 2015, bien que supérieure à celle de 2014, a atteint des niveaux supérieurs par le passé, en 2011 à 41%, et en 2009 à 39%) qu'en raison de la forte baisse des taux d'intérêt ces dernières années et du programme d'achat de titres en zone euro enclenché par la BCE. Ce programme a en effet généré une demande particulière, appelant à une réémission de titres anciens portant sur l'ensemble de la gamme de titres offerts par l'AFT afin d'assurer la bonne liquidité de ces souches. En répondant à la demande du marché notamment à travers les réémissions, l'État français bénéficie de taux d'intérêt plus favorables, ce qui permet de réduire le coût de la dette à moyen terme.

La ressource exceptionnelle en trésorerie générée par ses primes à l'émission a été compensée en 2015 par la réduction de l'encours de titres à court terme (BTF), instrument de gestion de la trésorerie par excellence, ce qui a contribué à l'allongement de la durée moyenne de la dette française (7,3 ans), contribuant ainsi à réduire le risque de refinancement et l'exposition de l'État à une éventuelle remontée des taux d'intérêt.

Évolution des primes et décotes sur les émissions MLT depuis 2001 (M€)



Source : Agence France Trésor

## Et si le chômage avait amorcé sa baisse ?

Helene BAUDCHON, Économiste France, Recherche Économique Groupe BNP Paribas

Au premier trimestre 2016, le taux de chômage en France, issu de l'enquête emploi de l'INSEE, est resté stable par rapport au quatrième trimestre 2015, soit 10,2%. Cette stabilité fait suite à une baisse de 0,3 point. Et sur un an, il recule de 0,2 point. D'après l'estimation mensuelle d'Eurostat, le taux de chômage serait même repassé sous la barre des 10% en avril 2016. Cette orientation en baisse, encore timide, reste à confirmer mais le scénario le plus probable est bien qu'elle se poursuive.

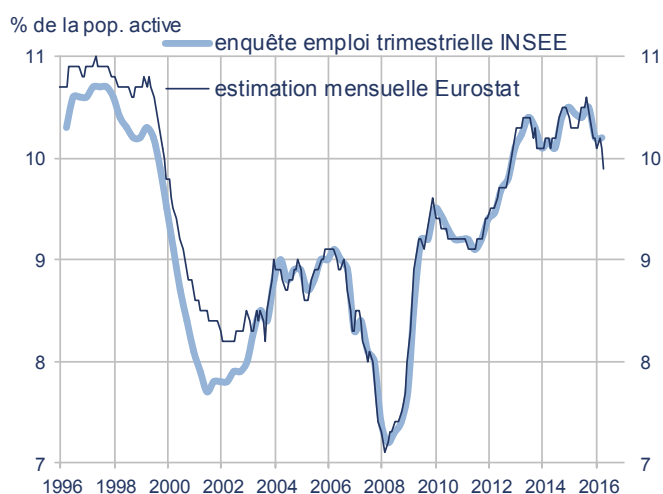
Observons tout d'abord, qu'en 2013, 2014 et 2015, le taux de chômage est resté peu ou prou stable, oscillant à  $\pm 0,2$  point autour d'un niveau moyen de 10,3%, et ce malgré la relative faiblesse de la croissance sur la période (+0,8% par an en moyenne) : l'évolution du chômage apparaît ainsi plus favorable que ne le justifie celle de l'activité. En fin de compte, l'absence de hausse du taux de chômage sur cette période est plus surprenante que son absence de baisse.

Une explication réside dans la progression ralentie de la population active (+0,2% en moyenne par an de 2013 à 2015 après +0,7% au cours de la décennie précédente). L'emploi n'avait donc pas besoin de beaucoup progresser pour stabiliser le taux de chômage. Mais aussi modeste soit-elle (+0,4% en moyenne par an), la progression de l'emploi n'en est pas moins notable. En 2013 et 2014, elle repose sur la hausse de l'emploi non salarié et dans les secteurs non marchands, qui a compensé le recul de l'emploi salarié marchand non agricole. En 2015, même ce dernier a enregistré une légère progression (+0,2% en moyenne annuelle, +0,7% sur un an au quatrième trimestre 2015). Et celle-ci se poursuit début 2016 (+0,2% t/t au premier trimestre, +1% en glissement annuel). On peut y voir l'effet du début de mieux sur le front de la croissance en 2015 (+1,4% en glissement annuel en fin d'année contre 0,6% fin 2014), qui s'ajoute aux mesures de traitement social du chômage (au travers des emplois aidés) et de soutien à l'emploi prises depuis 2013 (loi sur la sécurisation de l'emploi, pactes de compétitivité et de responsabilité, plan « Tout Pour l'Emploi », loi Macron).

Sur cette base, en 2016, la baisse du chômage a de fortes chances de s'amorcer, à la faveur d'un peu plus

de croissance et du nouveau plan d'urgence pour l'emploi dévoilé courant janvier, qui s'appuie sur de nouvelles facilités d'accès à l'apprentissage et, surtout, sur une nouvelle prime à l'embauche dans les PME ciblée sur les bas salaires et un vaste programme de 500 000 formations de chômeurs. Dans sa note de conjoncture de juin 2016, l'INSEE estime à +40 000 en 2016 l'effet d'enrichissement de la croissance en emplois de la prime à l'embauche et à -0,1 point l'impact sur le taux de chômage du plan de formations. D'après l'INSEE, le taux de chômage s'inscrirait ainsi à 9,8% fin 2016, soit en baisse de 0,4 point sur 1 an. En moyenne sur 2016, il s'établirait à 10%, également 0,4 point plus bas qu'en 2015. Nos propres prévisions sont un peu moins optimistes (baisse de 0,2 point attendue en moyenne annuelle), du fait d'une prévision de croissance moins forte (1,4% en moyenne annuelle contre 1,6% pour l'INSEE) et moins riche en emplois.

### Taux de chômage en France



Sources : INSEE, Eurostat, BNP Paribas

### Calendrier indicatif d'adjudication

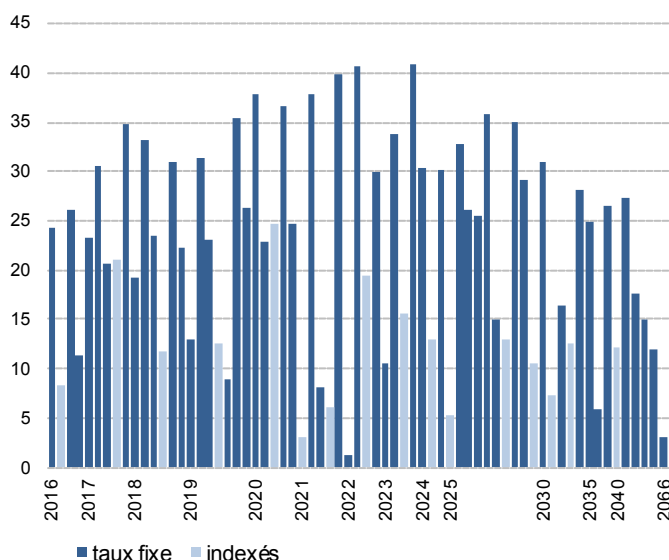
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juillet 2016	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25
Août 2016	date d'adjudication	1	8	16	22	29	4	4	4
	date de règlement	3	10	18	24	31	8	8	8

*adjudications optionnelles*

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 mai 2016

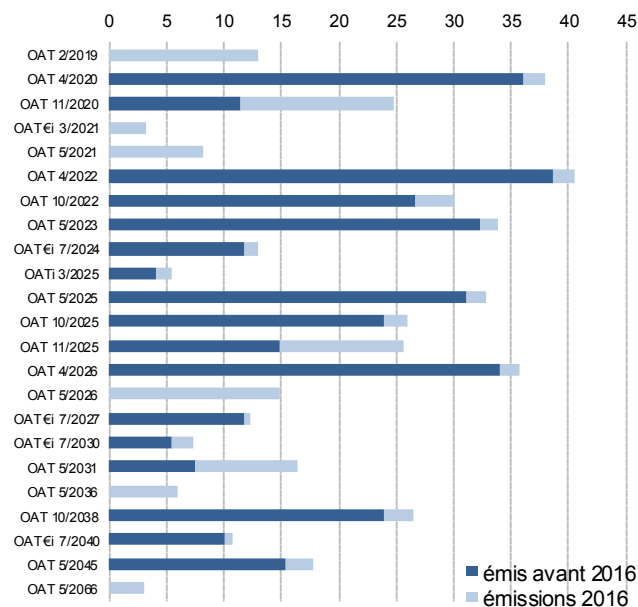
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 mai 2016

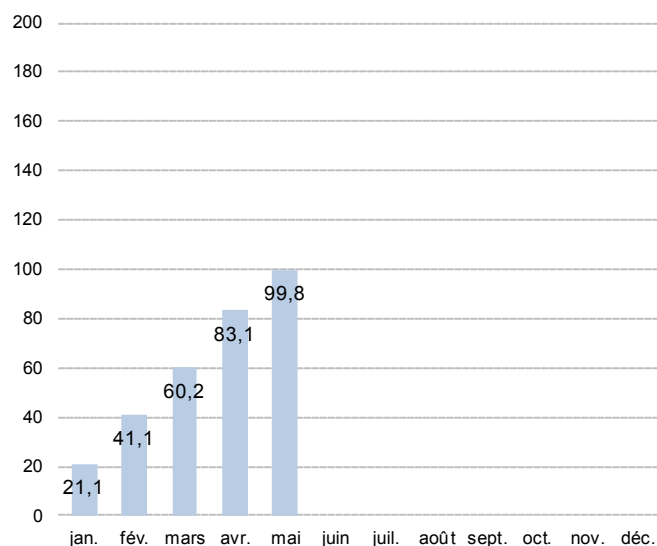
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Émissions nettes des rachats au 31 mai 2016

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

### Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 mai 2016

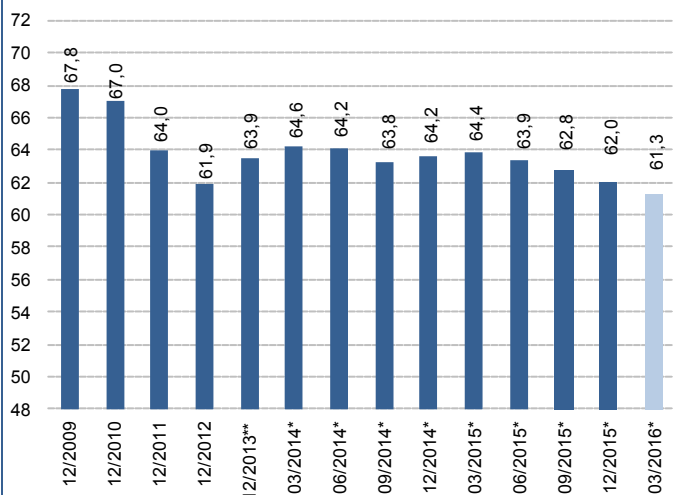
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
juin-16		
juil-16	3,7	32,2
août-16		
sept-16		
oct-16	16,0	26,2
nov-16	1,2	11,4
déc-16		
janv-17		
févr-17	0,4	23,1
mars-17	0,0	
avr-17	15,1	30,5
mai-17	3,9	

Source : Agence France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 1<sup>er</sup> trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



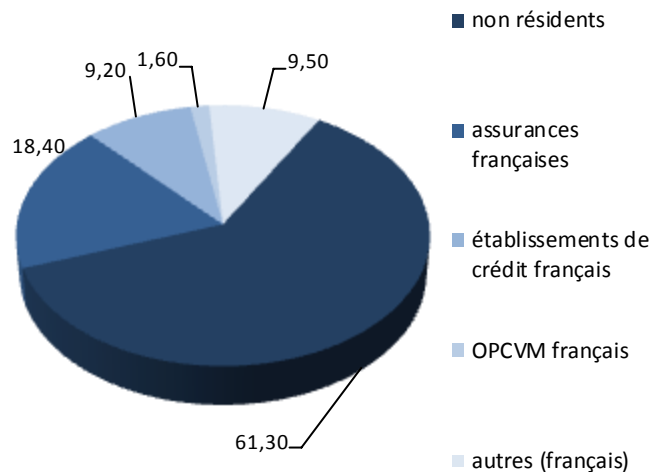
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

### Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

### Dette négociable de l'État au 31 mai 2016

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 468 530 825 596
Encours démembré	61 181 289 100
Durée de vie moyenne	7 ans et 354 jours
Total Dette à Court Terme	156 131 000 000
Durée de vie moyenne	110 jours
<b>ENCOURS TOTAL</b>	<b>1 624 661 825 596</b>
Durée de vie moyenne	7 ans et 85 jours

Source : Agence France Trésor

### Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 mai 2016

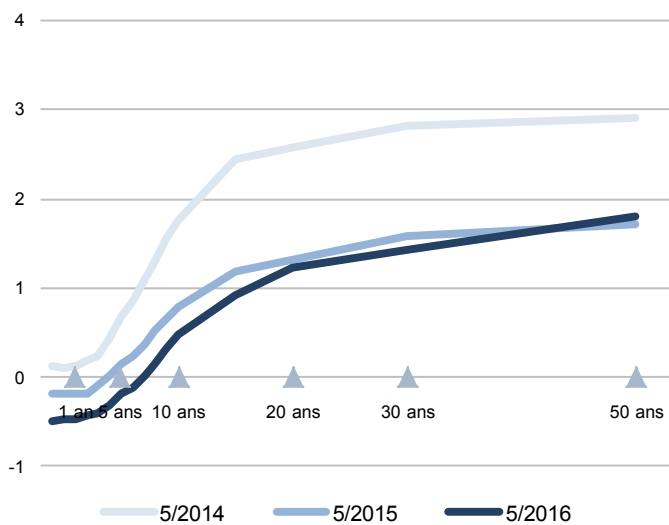
En milliards d'euros

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin avril 2016	Fin mai 2016
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 457</b>	<b>1 528</b>	<b>1 576</b>	<b>1 605</b>	<b>1 625</b>
dont titres indexés	174	189	190	194	197
Moyen et Long Terme	1 283	1 352	1 424	1 450	1 469
Court Terme	174	175	153	155	156
<b>Encours de swaps</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
avant swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
5 jours		363 jours	47 jours	108 jours	85 jours
après swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
2 jours		362 jours	47 jours	108 jours	85 jours

Source : Agence France Trésor

### Courbe des taux sur titres d'État français

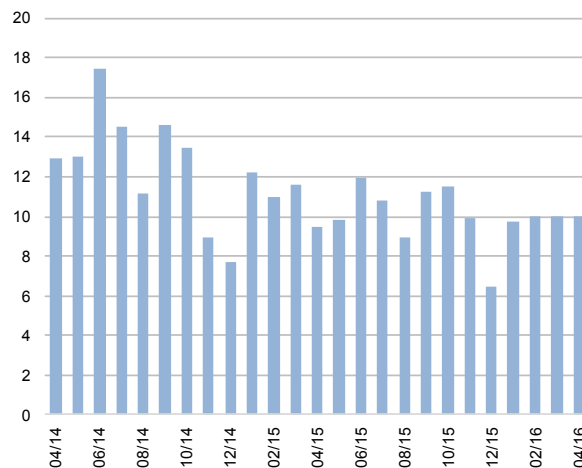
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

### Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

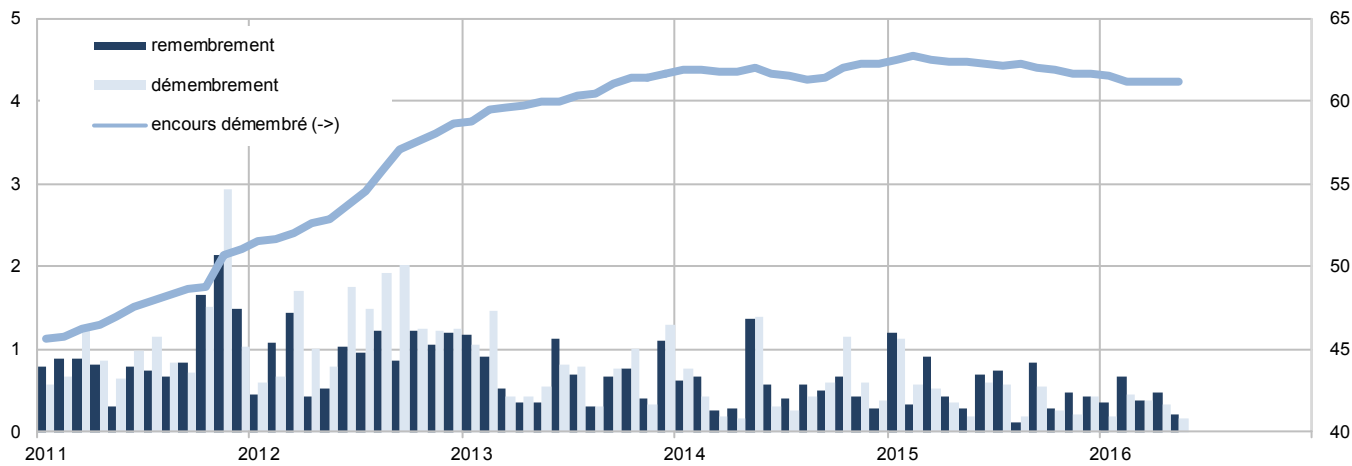
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème.

### Montant des opérations de démembrement et de remembrement

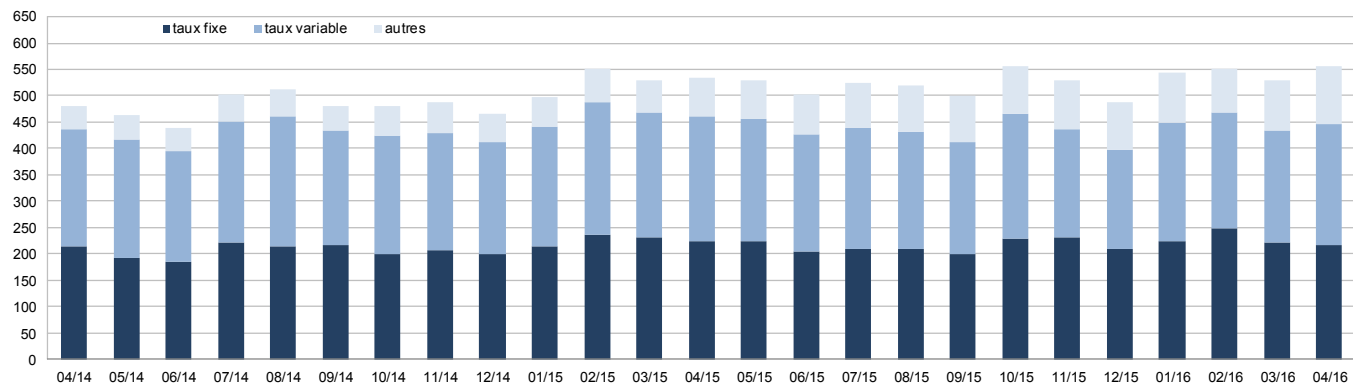
En milliards d'euros



Source : Euroclear

### Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dette à court terme au 31 mai 2016

	Échéance	Encours (€)
BTF	1 juin 2016	7 601 000 000
BTF	8 juin 2016	5 454 000 000
BTF	15 juin 2016	7 092 000 000
BTF	22 juin 2016	7 262 000 000
BTF	29 juin 2016	7 576 000 000
BTF	6 juillet 2016	6 366 000 000
BTF	13 juillet 2016	7 290 000 000
BTF	20 juillet 2016	5 332 000 000
BTF	27 juillet 2016	7 462 000 000
BTF	3 août 2016	6 538 000 000
BTF	10 août 2016	7 743 000 000
BTF	18 août 2016	5 862 000 000
BTF	24 août 2016	3 596 000 000
BTF	31 août 2016	6 504 000 000
BTF	14 septembre 2016	5 555 000 000
BTF	28 septembre 2016	5 828 000 000
BTF	12 octobre 2016	8 049 000 000
BTF	26 octobre 2016	2 903 000 000
BTF	9 novembre 2016	7 161 000 000
BTF	7 décembre 2016	3 590 000 000
BTF	4 janvier 2017	7 090 000 000
BTF	1 février 2017	6 746 000 000
BTF	1 mars 2017	6 366 000 000
BTF	29 mars 2017	6 135 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000

Dette à moyen et long terme (échéances 2016–2019) au 31 mai 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2016</b>	<b>70 235 787 570</b>			
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	24 221 500 000			–
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	8 407 287 570 (1)	1,04973	8 009 000 000	–
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	26 204 000 000			221 517 000
FR0011857218	OAT 0,25% 25 novembre 2016	11 403 000 000			0
	<b>Échéance 2017</b>	<b>130 305 835 950</b>			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	23 215 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	30 596 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	20 593 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	21 126 835 950 (1)	1,13311	18 645 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	34 775 000 000			0
	<b>Échéance 2018</b>	<b>140 827 917 960</b>			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	19 247 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	33 269 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	23 412 000 000			0
FR0011237643	OATÉi 0,25% 25 juillet 2018	11 687 917 960 (1)	1,03828	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	30 947 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			0
	<b>Échéance 2019</b>	<b>150 693 121 046</b>			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	12 981 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 518 831 600 (1)	1,06634	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 719 385 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	26 333 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	32 896 553 (2)		6 692 154	–

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieure à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2015 ; non offerte à la souscription

Dette à moyen et long terme (échéances 2020 et plus) au 31 mai 2016

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	<b>Échéance 2020</b>	<b>146 983 063 700</b>			
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 743 063 700 (1)	1,21827	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0
	<b>Échéance 2021</b>	<b>95 151 067 120</b>			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	3 135 000 000 (1)	0,99870	3 135 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	37 837 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	8 136 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	6 152 067 120 (1)	1,00986	6 092 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	<b>Échéance 2022</b>	<b>91 328 046 990</b>			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			617 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	40 615 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 417 107 000 (1)	1,08300	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 052 000 000			0
	<b>Échéance 2023</b>	<b>100 934 654 083</b>			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 490 900 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	33 867 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	15 579 458 180 (1)	1,09846	14 183 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	40 882 000 000			459 585 000
	<b>Échéance 2024</b>	<b>73 661 766 020</b>			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	30 355 000 000			10 000 000
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	13 071 766 020 (1)	1,01418	12 889 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	<b>Échéance 2025</b>	<b>89 856 584 438</b>			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	5 374 656 320 (1)	1,00124	5 368 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			3 143 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
	<b>Échéance 2026</b>	<b>50 727 000 000</b>			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			144 313 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	14 913 000 000			0
	<b>Échéance 2027</b>	<b>48 095 464 180</b>			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	13 066 464 180 (1)	1,06726	12 243 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	<b>Échéance 2028</b>	<b>23 815 557</b>			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	23 815 557 (3)		46 232 603	-
	<b>Échéance 2029</b>	<b>39 697 366 032</b>			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 386 109 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 605 485 574 (1)	1,25225	8 469 144 000	0
	<b>Échéance 2030</b>	<b>38 308 368 550</b>			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	7 285 368 550 (1)	1,00115	7 277 000 000	0
	<b>Échéance 2031</b>	<b>16 453 000 000</b>			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	16 453 000 000			0
	<b>Échéance 2032 et plus</b>	<b>185 247 966 400</b>			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 540 996 000 (1)	1,23435	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	28 114 322 600			11 064 157 400
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	25 004 000 000			5 130 667 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	6 000 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 912 011 400
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	12 196 647 800 (1)	1,14340	10 667 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	27 307 000 000			7 347 539 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	17 707 000 000			515 600 000
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 229 088 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 730 484 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	3 000 000 000			13 000 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

### Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,5%	04/2016
Consommation des ménages*, glissement annuel	2,6%	05/2016
Taux de chômage (BIT)	10,2%	03/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	0,0%	05/2016
ensemble hors tabac	0,0%	05/2016
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,2 Md€	04/2016
" " " "	-4,2 Md€	03/2016
Solde des transactions courantes, cvs	-2,8 Md€	04/2016
" " " "	-1,9 Md€	03/2016
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,23%	29/6/2016
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,28%	28/6/2016
Euro / dollar	1,1090	29/6/2016
Euro / yen	113,85	29/6/2016

\* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### Situation mensuelle du budget de l'État

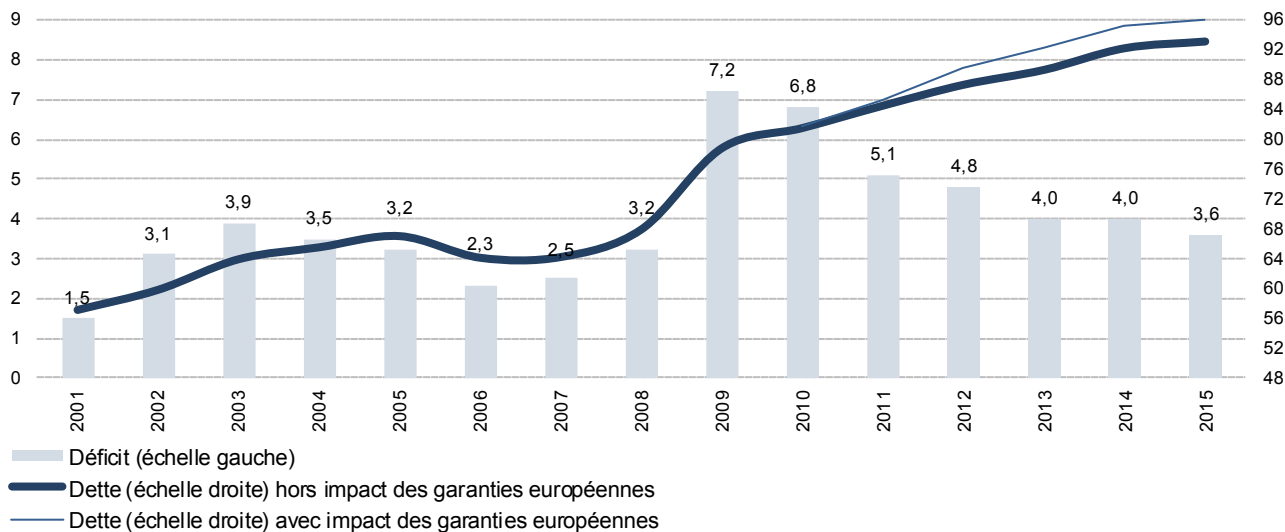
En milliards d'euros

	2014	2015	niveau à la fin avril		
			2014	2015	2016
Solde du budget général	-85,71	-72,15	-45,57	-41,65	-32,82
Recettes	291,95	299,66	93,04	93,33	98,51
Dépenses	377,66	371,80	138,61	134,98	131,33
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,16	1,62	-18,60	-18,19	-23,64
<b>Solde général d'exécution</b>	<b>-85,56</b>	<b>-70,52</b>	<b>-64,17</b>	<b>-59,84</b>	<b>-56,46</b>

Source : Minefi

### Finances publiques : déficit et dette

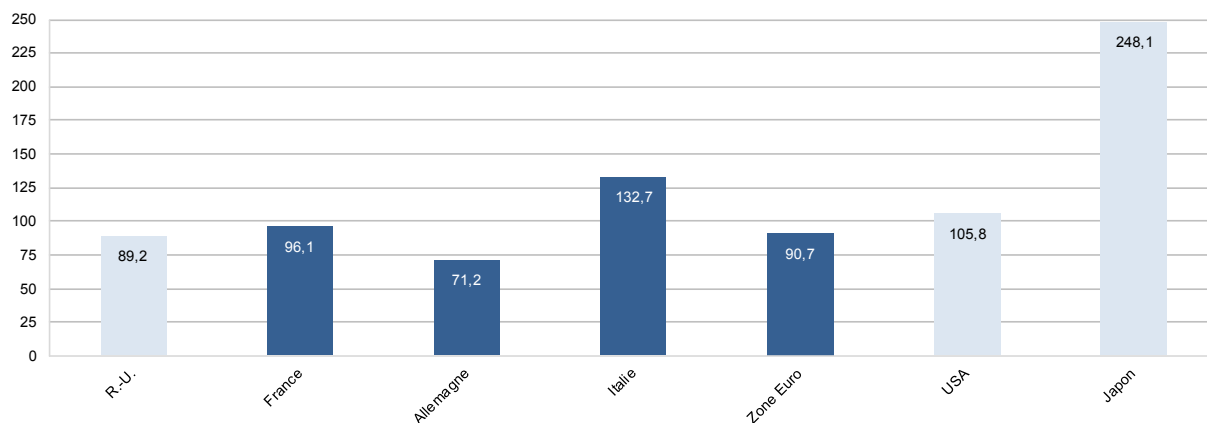
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

### Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)



## Calendriers des indicateurs économiques français

Juillet 2016		Août 2016	
 7	Commerce extérieur en mai	 5	Commerce extérieur en juin
 7	Balance des paiements en mai	 5	Balance des paiements en juin
 8	Production industrielle en mai	 10	Production industrielle en juin
 12	Perspectives économiques de l'Eurozone - 2016 T3	 11	Prix à la consommation : indice de juillet
 13	Prix à la consommation : indice de juin	 12	Emploi salarié : résultats provisoires 2016 T2
 15	Inflation (IPCH) : indice de juin	 18	Demandeurs d'emploi 2016 T2 (BIT)
 21	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de juillet	 18	Inflation (IPCH) : indice de juillet
 21	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle de juillet	 24	Demandeurs d'emploi en juillet
 26	Demandeurs d'emploi en juin	 25	Investissements dans l'industrie : enquête de juillet
 27	Conjoncture auprès des ménages : enquête de juillet	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'août
 27	Prix à la production dans l'industrie : indice de juin	 26	Construction neuve en juillet
 28	Construction neuve en juin	 26	Comptes nationaux trimestriels : premiers résultats 2016 T2
 29	Consommation des ménages en produits manufacturés en juin	 31	Réserves nettes de change en juillet
 29	Réserves nettes de change en juin		

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.